

Piscines publiques : l'Etat se jette à l'eau !

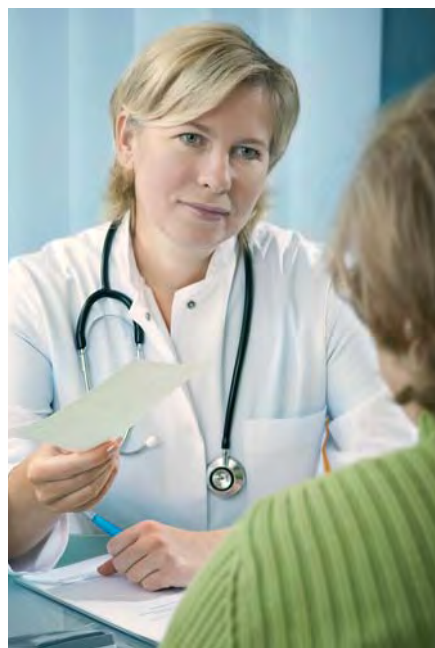
BAIGNADES

Le ministère de la Santé entend renforcer la réglementation sur les 16 000 piscines ouvertes au public. Et pour cause ! Le dernier rapport de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset) n'invite guère à aller faire trempe. Manque d'hygiène corporelle, désinfectants qui, combinés à la matière organique apportée par les baigneurs, peuvent devenir nocifs et entraîner des troubles respiratoires, cutanés ou visuels... Telles sont globalement les conclusions de l'Afsset. De quoi réfléchir avant de sauter !

La loi sur l'hôpital souffle sa première bougie

ANNIVERSAIRE

Le 21 juillet 2009, le Parlement votait une énième réforme du système de santé (la dixième en vingt ans), la fameuse loi « Hôpital Patient Santé Territoire » (HPST) destinée à dessiner un nouveau paysage sanitaire, avec notamment l'accent mis sur la gestion entre la ville et l'hôpital. Un an après, la loi HPST souffre de toute évidence d'un déficit de visibilité voire de lisibilité : 76 % des Français n'ont jamais entendu parler des Agences régionales de santé (ARS), l'un des aspects importants de la loi avec la création des Maisons de santé, qui réuniront sous un même toit diverses spécialités, si l'on en croit une estimation fournie par l'institut TNS Sofres dans un sondage publié en juin. Davantage axée sur la santé (et donc la prévention) que la maladie, la loi HPST redéfinit également les modalités de financement, désormais fonction de l'activité. Enfin, elle est censée allier proximité et qualité. Ça tombe bien : selon ce même sondage TNS Sofres, la préservation de la qualité des soins est la première préoccupation pour 58 % des Français, loin devant les remboursements desdits soins (38 %).



Journée nationale contre la mucoviscidose

AGENDA

Les Virades de l'espoir auront lieu le 26 septembre. La mucoviscidose est une maladie génétique qui entraîne une dégradation progressive et irréversible des poumons. C'est une affection familiale relativement fréquente, avec environ une naissance sur 2 000 touchée. Ce qui représente entre 160 et 200 nouveaux cas par an. Quelque 100 personnes meurent chaque année de la mucoviscidose. Grâce aux progrès de la médecine, l'espérance de vie est passée de sept ans dans les années 1960, à quarante ans aujourd'hui. Des chiffres porteurs d'espoir, à condition de continuer la mobilisation. C'est tout le sens de cette journée nationale d'information et de solidarité organisée par l'association Vaincre la Mucoviscidose. Ultime recours en effet, la greffe de poumons. Pour en savoir plus : www.vaincrelamuco.org



Cancer du col de l'utérus : mobilisation nationale

DÉPISTAGE

Une campagne nationale de prévention et de dépistage du cancer du col de l'utérus a été lancée au mois de juin. Inciter les femmes de 25 à 65 ans à réaliser un frottis tous les trois ans et promouvoir la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) chez les jeunes filles de 14 ans, tels sont les objectifs du dispositif mis en place par le ministère de la Santé et des Sports, l'Institut national du cancer (INCa) et l'Assurance maladie. Une vaccination de rattrapage est également prévue pour les jeunes femmes entre 15 et 23 ans. Chaque année en France, le cancer du col utérin affecte plus de 2 800 femmes et provoque environ 1 000 décès. Pour en savoir plus : www.e-cancer.fr



Précarité, malnutrition... et diabète

ALIMENTATION

On le sait : une alimentation déséquilibrée accentue les risques de maladies comme l'obésité, l'hypertension ou encore le diabète. Avec l'extension de la précarité, les risques sont démultipliés. C'est ce que révèlent les résultats préliminaires d'une étude en partie coordonnée par l'Académie nationale de médecine et réalisée en Languedoc, auprès de 1 855 adultes précaires, des sans-abri ou des personnes isolées. Quelle que soit la tranche d'âge, les enquêteurs ont observé une recrudescence alarmante du nombre d'hyperglycémies. L'Académie recommande aux organismes distribuant l'aide alimentaire de prendre davantage en compte les besoins nutritionnels de ces populations sans ressources, et appelle surtout les pouvoirs publics à développer et aider les restaurants caritatifs pour que les personnes à faibles revenus n'hésitent pas à s'y rendre. Quant au coût de telles mesures, les auteurs écrivent qu'« il devrait être largement compensé par le bénéfice lié à l'amélioration de l'état de santé de ces populations précaires facilitant leur réinsertion dans la société ».

Deux vaccins contre la grippe pour l'hiver prochain

PRÉVENTION

Une saison 2010-2011 à la carte ! Pour se prémunir contre la grippe, les Français auront en effet le choix entre un vaccin trivalent, incluant des souches de grippe saisonnière et une souche H1N1, et un vaccin monovalent contre la seule grippe A(H1N1), identique à celui de 2009. Le premier sera comme d'habitude recommandé aux personnes de plus de 65 ans, aux enfants et adultes à risque, et aux professionnels de santé. Quant au second, il s'adressera plus particulièrement aux femmes enceintes et aux personnes obèses, dicit le Haut conseil de la santé publique (HCSP) dans son avis de juin dernier.



Les baby-boomers en pleine forme

HAPPY END

Le bien-être commence à 65 ans. C'est ce que révèle l'enquête réalisée en mai par l'institut Ipsos sur le rapport des Français à leur corps. Du temps (c'est la dernière génération à avoir profité de la retraite à 60 ans), de l'argent (elle a connu les Trente Glorieuses, l'emploi généralement facile), bref les enfants nés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale représentent décidément une « parenthèse enchantée ». Contrairement à ceux qui ont aujourd'hui entre 30 et 49 ans et qui se disent majoritairement « mal et attaqués », malgré les presque neuf heures hebdomadaires qu'ils accordent à leur bien-être !



Bisphénol A : débat reporté à 2011

SURSIS

Alors que les députés ont voté en juin (les sénateurs l'avaient fait en mars) l'interdiction des biberons à base de bisphénol A (lire *Tribune santé* n°85), le gouvernement a reporté à janvier 2011 le débat sur l'interdiction totale de ce composé chimique, pourtant considéré comme un perturbateur endocrinien. Pour protester contre cette décision, la Ligue contre le cancer a lancé une pétition en ligne pour obtenir son interdiction au plus vite. Site : www.ligue-cancer.net

